

Regulatory News (from 26 January to 02 February 2026)

Luxembourg - CSSF

CSSF - Crypto-Assets

- **FAQ Crypto-Assets – Undertakings for collective investment**
(04/02/2026) Version 7

La FAQ CSSF (version 7 du 4 février 2026) encadre l'investissement des fonds luxembourgeois en crypto-actifs après l'entrée en vigueur de MiCAR : les UCITS ne peuvent investir qu'**indirectement** et dans une limite de **10 % du NAV**, tandis que les AIF peuvent investir **directement ou indirectement**, avec des seuils et autorisations spécifiques. La CSSF insiste fortement sur la **gestion des risques**, les **exigences AML/CFT**, le rôle du **dépositaire** et, au-delà de certains seuils, sur la nécessité d'une **autorisation préalable** pour les gestionnaires.

- **The CSSF has updated its FAQ Crypto-Assets - Undertakings for collective investment (previously FAQ Virtual Assets - Undertakings for collective investment) and draws the attention to the following points**
(04/02/2026)

La CSSF met à jour sa FAQ pour tenir compte de l'entrée en vigueur du Règlement MiCAR et remplace le terme « virtual assets » par « crypto-assets ».

Les principaux points soulignés sont :

- Les UCITS peuvent désormais investir **indirectement** dans des crypto-actifs **jusqu'à 10 % de leur actif net (NAV)**.
 - Les AIFs ouverts à des investisseurs de détail (**non bien informés**) peuvent investir en crypto-actifs **jusqu'à 10 % du NAV**.
 - Une **extension de licence AIFM** est requise lorsque l'exposition aux crypto-actifs dépasse **10 % du NAV**.
- **Crypto frauds and scams**
(05/02/2026)

CSSF – PSD2

- **PSD2 - PSP ICT Assessment – 2026 Campaign related to the financial year 2025**
(05/02/2026)

CSSF - Governance

- **Reappointment of Claude Marx as Director General of the CSSF**

(05/02/2026)

By grand-ducal decree of 23 January 2026, the mandate of Claude Marx as Director General of the CSSF was renewed for a period of five years starting 5 February 2026. This third mandate confirms the Government's support and trust in his competences and actions.

- **Internal Auditors Committee Mandate and Audit Charter for the Eurosystem/ESCB and the Single Supervisory Mechanism**

(03/02/2026)

CSSF – Administrative sanctions

- **Administrative sanction of 6 February 2026**

(06/02/2026)

Administrative sanction imposed on Corestate Capital Holding S.A.

CSSF – Statistics

- **List of fund units subject to Regulation 2015/760 on European Long-Term Investment Funds (ELTIFs) as amended by Regulation 2023/606**

(06/02/2026)

- **List of fund units subject to Regulation 2013/346 on European Social Entrepreneurship Funds (EuSEF)**

(06/02/2026)

- **List of fund units subject to Regulation 2013/345 on European Venture Capital funds (EuVECA)**

(06/02/2026)

France – AMF et ACPR

AMF – Crypto-actifs - MiCA

- **L'AMF rappelle que la période transitoire pour les PSAN pour continuer de fournir des services sur crypto-actifs en France sans autorisation sous MiCA prend fin le 1er juillet 2026**

(05/02/2026)

L'AMF rappelle que la période transitoire prévue par le règlement européen MiCA, qui permet aux prestataires de services sur actifs numériques (PSAN) de continuer à fournir des services sur crypto-actifs en France sans autorisation MiCA, prend fin le 1^{er} juillet 2026.

Les PSAN qui souhaitent poursuivre leurs activités doivent **déposer une demande d'autorisation MiCA (devenir PSCA) avant cette date**, en veillant à la qualité et à la complétude du dossier, car l'instruction peut être longue. Ceux qui prévoient d'arrêter leurs services doivent **organiser une cessation d'activité ordonnée**, notamment pour permettre aux détenteurs de crypto-actifs de récupérer ou transférer leurs avoirs. Après le **1^{er} juillet 2026**, seuls les **prestataires autorisés** conformes à MiCA pourront opérer en France.

AMF – Supervision des sociétés de gestion

- **L'Autorité des marchés financiers publie les enseignements de ses contrôles sur la gestion des risques opérationnels par les sociétés de gestion**
(09/02/2026)

Dans le cadre de ses **priorités de supervision pour 2025**, l'AMF a réalisé une campagne de contrôles thématiques (« SPOT ») auprès de **cinq sociétés de gestion de portefeuille** afin d'évaluer leur dispositif de gestion des risques opérationnels (identification, suivi, maîtrise et traitement des incidents).

Le risque opérationnel concerne notamment les **processus internes, systèmes d'information, ressources humaines, prestataires externes et cyber-risques**, et une gestion solide est essentielle pour **protéger les investisseurs et assurer le respect des obligations professionnelles**.

L'AMF a analysé plusieurs aspects : organisation, procédures d'identification et de suivi des risques, collecte et suivi des incidents, couverture des risques par assurance ou fonds propres et reporting aux dirigeants et à l'AMF.

Bonnes pratiques identifiées : définition claire de l'impact maximal supportable, fiches d'incidents bien structurées et rapprochements réguliers entre les pertes comptabilisées et le registre des incidents.

Faiblesses relevées : absence d'évaluation graduée des impacts dans les cartographies, registres non harmonisés et prise insuffisante en compte des risques liés à certains prestataires externes.

- **Synthèse des contrôles SPOT relative au dispositif de gestion des risques opérationnels des sociétés de gestion de portefeuille**
(09/02/2026)

Comme annoncé à l'occasion de ses priorités de supervision pour l'année 2025, l'Autorité des marchés financiers (AMF) a diligenté une campagne de contrôles SPOT (Supervision des Pratiques Opérationnelle et Thématique) sur le dispositif de gestion des risques opérationnels déployé au sein des sociétés de gestion de portefeuille (SGP).

AMF – Listes noires

- **Listes noires des sociétés et sites non autorisés : Forex, options binaires, biens divers, produits dérivés sur crypto-actifs, usurpations...**
(09/02/2026)

AMF – PEA (succession)

- **Succession : les titres détenus par le défunt ne peuvent pas être transférés sur le PEA d'un héritier**
(03/02/2026)

L'AMF rappelle, à travers un cas de médiation, que **le décès d'un titulaire entraîne la clôture automatique de son Plan d'Épargne en Actions (PEA)** : cette enveloppe fiscale **ne peut pas être transférée telle quelle sur le PEA d'un héritier**, car la réglementation interdit l'inscription de titres acquis avant l'ouverture du plan sur un autre PEA.

En conséquence, les **titres détenus dans le PEA du défunt sont conservés sur un compte de succession** en attendant les instructions des héritiers. Il **n'est pas possible de les transférer directement sur le PEA d'un héritier**.

Une solution possible, si l'héritier souhaite détenir ces titres dans son propre PEA, est de **vendre les titres, verser le produit de la vente sur le compte-espèces de son PEA (dans la limite du plafond des versements), puis racheter les mêmes titres**

AMF – Fonctionnement de l'AMF

- **Le Haut conseil certificateur de Place**
(03/02/2026)
Le Haut conseil certificateur de Place est chargé de rendre des avis sur le dispositif de certification professionnelle AMF et sur ses évolutions. Depuis février 2024, il est présidé par Olympe Dexant-de Bailliencourt, membre du Collège de l'AMF.
- **Le Collège de l'AMF**
(04/02/2026)
Le Collège est le principal organe de décision et l'autorité de poursuite de l'AMF. Il comprend 16 membres issus d'univers différents. Cette pluridisciplinarité lui permet de disposer des compétences techniques et juridiques nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

AMF – Arrêtés d’homologation

- **Arrêté du 4 décembre 2025 portant homologation de modifications du règlement général de l’Autorité des marchés financiers**

(04/02/2026)

Cet arrêté homologue des modifications des livres I et II du règlement général.

Il intègre, d’une part, les évolutions résultant de la loi n° 2024-537 du 13 juin 2024 dite « loi Attractivité » et de son décret d’application, en recentrant l’obligation de reconnaissance des marchés étrangers sur les communications promotionnelles directes à destination des investisseurs de détail. D’autre part, il adapte le règlement général au règlement (UE) 2024/2809 dit « Listing Act Package » s’agissant de l’exigence de traduction du résumé du prospectus ou du document simplifié, du seuil de déclaration des transactions des dirigeants (relevé à 50 000 €) et de l’ajustement des modalités de déclaration liées aux programmes de rachat d’actions.

L’arrêté modifie également le délai d’envoi de l’accusé de réception des signalements de lanceurs d’alerte, conformément au décret n° 2022-1284 du 3 octobre 2022.

- **Arrêté du 26 novembre 2025 portant homologation de modifications du règlement général de l’Autorité des marchés financiers**

(04/02/2026)

Cet arrêté homologue des modifications du règlement général de l’AMF destinées à tirer les conséquences du règlement ELTIF II et de l’ordonnance n° 2024-662 du 3 juillet 2024, qui a adapté le cadre national applicable aux fonds d’investissement alternatifs afin de faciliter l’application de ce règlement en France.

Il modifie en particulier les dispositions du livre IV du règlement général afin (i) d’adapter les règles applicables aux fonds d’investissement à vocation générale (FIVG) nourriciers, en tenant compte de leur nouvel alignement sur le régime de la directive AIFM, (ii) de supprimer ou d’assouplir certaines conditions encadrant la création de catégories de parts ou de titres conférant des droits différents sur l’actif ou les produits, notamment pour les OFS, les OPCI et les OPPCI, et d’encadrer la création de parts de carried interest pour ces fonds, et (iii) de prendre en compte la simplification du processus d’établissement et de communication des valeurs de réalisation et de reconstitution des SCPI, des sociétés d’épargne forestière et des groupements forestiers d’investissement, ainsi que l’évolution des fréquences d’expertise.

L’arrêté procède également à des ajustements visant à renforcer la compétitivité des fonds professionnels, notamment en assouplissant le régime des catégories de parts, en permettant aux FPS agréés ELTIF de proposer des souscriptions à un prix inférieur à la valeur liquidative dans les conditions prévues par le règlement ELTIF II, et en étendant à l’ensemble des OPCVM et des FIA la faculté d’établir une valeur estimative, en en précisant les modalités de calcul et d’information des investisseurs.

UK – FCA

FCA – Assessment

- **Independent assessment to support establishment of a Future Entity**
(06/02/2026)

We have published a letter to trade associations to provide an update in the development of a Future Entity (FE) for open banking.

*The **letter** confirms the appointment of KPMG to provide an independent assessment of proposals to establish a standards-setting body for UK open banking APIs that is capable of becoming the Future Entity. It explains the purpose and scope of the assessment, the respective roles of the FCA, industry, trade associations and the independent assessor, and how firms can engage in the process.*

We are publishing the letter to ensure transparency and broad access to information across the open banking ecosystem. The independent assessment will support decision-making at a time when the FCA does not yet have legislative powers to oversee a Future Entity.

FCA – Exist

- **Gemini Payments UK Ltd and Gemini Intergalactic UK Ltd exit the UK market**
(06/02/2026)

The UK Financial Conduct Authority (FCA) has confirmed that **Gemini Payments UK Ltd (GPUK)** and **Gemini Intergalactic UK Ltd (GIUK)** will **exit the UK market**, meaning that **Gemini will close all customer accounts in the UK.**

Key points:

- From **5 March 2026**, all UK customer accounts will enter “**withdrawal-only**” mode (no trading or new deposits).
- Until **4 March 2026**, customers can still use their accounts normally; complete withdrawals by **6 April 2026** when accounts will be fully closed.
- Gemini Payments UK is authorised by the FCA for **electronic money and payment services**; GIUK’s crypto activities aren’t currently regulated by the FCA but are subject to anti-money-laundering oversight.
- Cryptoassets in the UK are not (yet) covered by the **Financial Services Compensation Scheme (FSCS)**; crypto regulation is expected to take effect in **October 2027**.

FCA – Warnings and statements – Motor Finance

- **FCA and SRA issue joint warning to firms representing motor finance commission claims**
(04/02/2026)

The FCA and Solicitors Regulation Authority (SRA) have today issued a joint warning to claims management companies (CMCs) and law firms involved in motor finance commission claims to make sure consumers don't have multiple representatives for the same claim and are not charged excessive termination fees.

- **FCA and SRA joint message to professional representatives on motor finance commission claims: dealing with multiple representation and excessive termination fees**
(04/02/2026)

The FCA and Solicitors Regulation Authority (SRA) are warning claims management companies and law firms (representatives) involved in motor finance claims to make sure clients don't have multiple representatives for the same claim and are not charged excessive termination fees

- **Dear CEO letter: Motor finance commission complaints: multiple representation [pdf]**
(04/02/2026)

Steps to address the growing risk of harm relating to motor finance complaints where there is more than one PR.

FCA – Upper Tribunal

- **Upper Tribunal finds that Banque Havilland devised a plan to harm the Qatari economy**
(03/02/2026)

The UK's **Financial Conduct Authority (FCA)** won an appeal in the **Upper Tribunal**, which upheld its findings that **Rangecourt SA** (formerly **Banque Havilland**), along with two former employees, **acted without integrity** by drafting a plan aimed at **devaluing the Qatari riyal** through manipulative trading strategies, a scheme that could have **harmed Qatar's economy**.

The Tribunal agreed with the FCA that significant **fin**es are appropriate: about **£4 million for the bank**, **£352,000 for former CEO Edmund Rowland**, and **£14,200 for former employee Vladimir Bolelyy**. The Tribunal also upheld the FCA's decision to **ban Rowland and Bolelyy from working in financial services**.

The plan, originally outlined in a 2017 document mockingly titled "*Setting fire to the neighbour's house fund*", proposed using market strategies to break the Qatari currency's dollar peg and weaken its economy, and was intended to be shown to a **sovereign wealth fund**. The FCA said the conduct was motivated by a desire to **impress potential clients and secure future business**, and emphasised that holding the firm and individuals to account sends a clear message about market integrity.

FCA – Insurance

- **Insurance in the round: Innovation, growth and trust**
(03/01/2026)

Speech by Sarah Pritchard, FCA deputy chief executive, at the ABI Annual Conference.

- **Falling cost of premium finance saving consumers around £157m a year**
(03/01/2026)
People who pay monthly for their insurance are saving around £157m a year, with over half the firms the FCA reviewed as part of a market study lowering the cost of premium finance.
- **MS24/2 Premium Finance Market Study: Final report [pdf]**
(03/01/2026)
The FCA's conclusions from the analysis of this market, and a summary of what it's done to improve consumer outcomes.

FCA – Scale-up Unit

- **Regulators announce first firms to join Scale-up Unit**
(03/02/2026)
The Financial Conduct Authority (FCA) and the Prudential Regulation Authority (PRA) have announced the first cohort of firms selected to participate in their new Scale-up Unit, a joint initiative to support fast-growing financial firms in scaling their businesses sustainably.

Six UK banks and building societies have been accepted into the first cohort: Allica Bank, ClearBank, Monument Bank, Nottingham Building Society, OakNorth Bank, and Zopa Bank. These firms will receive tailored regulatory support to help them navigate regulatory requirements, develop new products, attract customers and enter new markets. Officials from the FCA and PRA will engage directly with these firms, both individually and as a group, to understand their experiences and inform future regulatory improvements. The regulators plan to open expressions of interest for a second cohort later this year and to extend support to a broader range of fast-growing firms and insurers.

FCA – “Fair Value” Definition

- **What do we mean when we say 'fair value'?**
(03/02/2026)

The FCA explains what “fair value” means in financial services under the Consumer Duty: it requires firms to show that customers are paying a reasonable price for the benefits they receive from a product or service, not that prices must be set at a specific level.

Fair value is about outcomes, not just price, firms must be able to evidence that customers get a fair deal relative to costs and benefits. The FCA has applied this principle in markets such as cash savings and premium finance, resulting in lower costs for consumers and improved firm practices. Where firms cannot demonstrate fair value, the FCA challenges them to improve, and continues to monitor and act where necessary.

Europe – ESMA

ESMA – Trading

- **Opinion on position limits on EEX German Power Base contract**
ESMA74-2124877886-17364 (09/02/2026)

ESMA – CSD Register

- **CSD Register**
ESMA74-1194755578-334 (05/02/2026)

ESMA – Benchmarks

- **Public statement on transitional provisions under the BMR review**
ESMA81-1841807023-996 (04/02/2026)

ESMA – Crypto-assets

- **Compliance table on MiCA reverse solicitation Guidelines**
ESMA35-24871704-2592 (09/02/2026)
- **Compliance table on MiCA crypto-asset transfer Guidelines**
ESMA35-24871704-2591 (09/02/2026)
- **Compliance table on MiCA suitability and portfolio periodic statement Guidelines**
ESMA35-24871704-2595 (02/02/2026)

ESMA – About ESMA

- **2026 Calendar of the Chair of ESMA**
(09/02/2026)
- **2027-2029 Programming Document**
ESMA22-50751485-1625 (05/02/2026)
- **ESMA Visitor Handbook**
ESMA iBox (03/03/2026)
- **Verena Ross' speech at the Afore Consulting 10th Annual FinTech and Regulation Conference, 3 February 2026**
ESMA75-1322421554-772 (03/03/2026)
- **2026 Procurement plan overview**
2026 Procurement plan overview (03/03/2026)